

Un entretien avec l'historien Francis Simonis sur la colonisation française du Mali

Francis Simonis, maître de conférences à l'université d'Aix-en-Provence, est spécialiste de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, en particulier de la période coloniale au Mali et en Guinée. Dans cet entretien, il revient sur la conquête française de Tombouctou, sur la place mythique de la ville dans l'imaginaire occidental et sur les héritages de la colonisation française au Mali.

Comment s'est déroulée la première conquête de Tombouctou par l'armée française ?

Depuis l'installation des Français à Bamako en 1883, l'expédition de Tombouctou était dans toutes les têtes. Les lieutenants de vaisseau Jaime et Caron en avaient préparé les voies à bord de canonnières sur le Niger en 1887 et 1889. Les marins rêvaient en effet d'être les premiers à entrer à Tombouctou.

Le gouvernement n'était pas favorable à de nouvelles conquêtes. Depuis des années, les militaires n'en faisaient qu'à leur tête. Les officiers et sous-officiers, souvent sortis avec des rangs médiocres des grandes écoles militaires, provoquaient des combats afin de progresser au tableau d'avancement et, parfois, d'être décorés.

L'armée coloniale était constituée d'officiers et de sous-officiers français, ainsi que de quelques hommes de troupe encadrant des tirailleurs africains dits « sénégalais », en grande partie Bambara, recrutés directement dans ce qui était alors le Soudan français. Les troupes comptaient aussi des spahis et des compagnies de tirailleurs auxiliaires. Elles étaient très bien équipées et relativement bien commandées.

L'usage était cependant de laisser les tirailleurs piller les villages conquis. Tous se partageaient le butin, dont de nombreux esclaves, y compris les officiers français qui y trouvèrent des concubines. « J'écrirais volontiers un livre qui s'appellerait *Les guerriers polygames de la République*, sur les officiers de la conquête... »

Dès cette époque, l'un des principaux problèmes était donc d'éviter les débordements, pillages et exactions des troupes africaines. Beaucoup ne s'engageaient que pour les pillages qu'ils escomptaient mener et comptaient bien revenir chez eux avec des captifs. Les auxiliaires n'étaient parfois pas payés ; dans ce cas, il fallait bien les mener au pillage pour les rétribuer.

Lors de la campagne 1892-1893, Archinard avait pris Mopti et Djenné. Il avait planifié secrètement la prise de Tombouctou pour la campagne suivante. Selon les officiers français, la population de Tombouctou, lassée par les pillages et les brimades infligés par les Touareg, appelait la France à son secours et accueillerait ses troupes en libérateurs.

Archinard fut finalement destitué pendant son congé et Bonnier se retrouva à la tête de la colonie. Il décida alors de prendre Tombouctou. Dès qu'il apprit qu'un gouverneur civil, Grodet, était nommé pour le remplacer et empêcher les troupes de faire colonne, il partit immédiatement pour Tombouctou sans pouvoir être arrêté.

Le 26 décembre 1893, le colonel Bonnier partit de Ségou par le fleuve à la tête d'un convoi de 300 pirogues, avec environ 400 fusils. Le commandant Joffre, futur maréchal, fut chargé de rejoindre

Tombouctou par voie de terre avec des effectifs combattants similaires, mais aussi des centaines de porteurs. Dans sa colonne se trouvait le capitaine Laperrine, membre de l'escadron de spahis soudanais.

Le lieutenant de vaisseau Boiteux, qui commandait la flottille du Niger, les avait devancés et devait les attendre à Mopti. Il outrepassa finalement ses ordres : laissant ses deux canonnières au mouillage à Kabara, il entra dans Tombouctou le 11 décembre. Le 28 décembre, l'enseigne Aube, qui voulait rejoindre son chef, fut massacré avec une quinzaine de matelots.

Le colonel Bonnier atteignit la ville le 10 janvier 1894, à l'issue de ce qui fut alors qualifié de « raid merveilleux ». La ville fut prise sans combat, et le drapeau français flotta sur Tombouctou. Un membre de l'expédition écrivit fièrement : *« C'est l'arme sur l'épaule que la colonne entre dans la ville. Les habitants sont enchantés de son arrivée. Maintenant, ils n'ont plus à craindre les fameux Touaregs, qui d'ailleurs n'ont pas jugé prudent de se montrer. »*

Le 12 janvier, Bonnier partit en reconnaissance « dans l'intention de débarrasser les environs des nomades qui les infestaient » et de tirer vengeance de la mort de l'enseigne Aube. Pendant trois jours, ce ne furent que razzias et pillages : la colonne s'empara de plus de 1 000 moutons, mais aussi de quelques femmes de notables touareg.

Le 14 janvier, les soldats bivouaquèrent à Tacoubao sans prendre la moindre précaution. Quelques heures avant le lever du jour, le camp fut submergé par les Touareg. Sur les 14 Européens présents, 11 périrent, dont le colonel et 8 de ses officiers. Plus de 70 tirailleurs furent tués, ainsi que des dizaines de porteurs, domestiques et bergers qui accompagnaient les troupes.

Joffre n'arriva à Tombouctou que le 12 février. De vives polémiques s'élevèrent entre militaires au sujet de la lenteur de sa marche et de sa propension à se présenter comme le « vainqueur de Tombouctou », titre également revendiqué par les familles de Boiteux et de Bonnier.

Les officiers qui intervinrent dans ce qui est aujourd'hui le nord du Mali notèrent tous que les troupes africaines, très à l'aise dans les savanes qu'elles connaissaient bien, perdaient beaucoup de leur aptitude au combat en milieu désertique. Malgré la supériorité de leur armement, les soldats se montraient souvent pris de panique face à des adversaires courageux, motivés et connaissant parfaitement le terrain.

Pendant près d'un an, il fut pratiquement impossible aux occupants de sortir de Tombouctou. Escarmouches, coups de main et attaques-surprises se succédèrent pendant des années avant que la région ne soit définitivement « pacifiée ». Il fallut finalement mettre en place des unités méharistes pour intervenir efficacement dans la région.

La conquête de la région débuta réellement en 1896, le long du fleuve Niger. À partir de 1898, après une alternance d'opérations militaires et de négociations, les Touareg Iwlllemmedan firent leur soumission en janvier 1903, ce qui permit l'occupation effective de la région de Gao, où un poste avait été fondé en 1899.

L'occupation de la région de Kidal était plus problématique : viendrait-elle du Nord, c'est-à-dire de l'Algérie, ou du Sud, à partir du Soudan ? Lors de la délimitation de frontière de 1905 entre le ministère des Colonies, pour l'AOF, et celui de l'Intérieur, pour l'Algérie, l'Adagh fut finalement rattaché au Soudan, alors appelé Haut-Sénégal-Niger. Il fut occupé sans combat après négociation à la fin de 1908, et un poste fut fondé à Kidal au début de 1909.

Pourquoi Tombouctou est-elle une ville mythique ?

La célébrité de Tombouctou est venue en Occident par l'Afrique du Nord et le commerce transsaharien. La ville a entretenu des liens anciens avec le Maroc. Au XVI^e siècle, elle était une métropole islamique connue dans le monde arabo-musulman comme au Sahel.

Ses savants, comme le célèbre Ahmed Baba, emmené en captivité au Maroc après la prise de la ville par les Marocains en 1591, comptaient parmi les plus grands lettrés de leur temps. On a longtemps vu Tombouctou comme un eldorado d'où partaient d'immenses caravanes et où vivait une population riche et instruite.

En 1825, la Société de Paris décida d'offrir un prix important au premier voyageur qui atteindrait Tombouctou et en reviendrait. René Caillié y parvint depuis le Sénégal en 1828. Sa déception est restée célèbre : *« Revenu de mon enthousiasme, je trouvai que le spectacle que j'avais sous les yeux ne répondait pas à mon attente ; je m'étais fait de la grandeur et de la richesse de cette ville une toute autre idée : elle n'offre, au premier aspect, qu'un amas de maisons en terre, mal construites... »*

« À titre personnel, et depuis plus de 25 ans que je voyage au Mali, je me suis toujours interdit de me rendre à Tombouctou. Je me suis juré de ne jamais le faire, pour ne pas connaître la déception que tant d'autres ont connue avant moi. Il ne faut pas toucher aux mythes. »

On a longtemps rêvé de faire de Tombouctou le débouché du chemin de fer transsaharien, sans que personne n'ait jamais vraiment été capable de dire ce qu'il pourrait bien transporter.

Aujourd'hui encore, on cite des chiffres invraisemblables sur les manuscrits supposés se trouver à Tombouctou, tout comme on fantasme une ville qui aurait compté jadis 100 000 habitants et 20 000 étudiants. C'est extrapoler en considérant que les milliers d'élèves des écoles coraniques, pour peu qu'ils aient été aussi nombreux, étaient des étudiants. Pourquoi, alors, ne pas dire que la France compte aujourd'hui 12 millions d'étudiants ?

Que reste-t-il de la colonisation française au Mali ?

Il en reste des traces diverses. La France a d'abord laissé sa langue et, en partie, sa culture. Si la très grande majorité de la population malienne ne maîtrise pas le français, cette langue est aujourd'hui la langue officielle utilisée dans l'enseignement et l'administration. Un enseignement de base en langues nationales s'est toutefois progressivement mis en place, ainsi qu'un enseignement en arabe.

Les systèmes scolaires et universitaires maliens sont calqués sur les systèmes français. Les élites maliennes ont été essentiellement formées en France, même si les regards se tournent aujourd'hui davantage vers les États-Unis.

La présence française se marque aussi par le système administratif du pays. Jusqu'à la chute de Moussa Traoré en 1991, celui-ci était presque identique à celui de l'époque coloniale : le pays était divisé en cercles, dirigés par des commandants de cercle, eux-mêmes subdivisés en arrondissements, appelés subdivisions à l'époque coloniale.

La politique de décentralisation menée par le président Konaré conduisit à créer environ 700 communes, dont beaucoup reprenaient les limites des anciens cantons coloniaux supprimés à la veille de l'indépendance. L'administration coloniale était une administration de

commandement, autoritaire et, au besoin, brutale. Il serait difficile de dire que les choses ont beaucoup changé.

La colonisation française est également présente dans l'espace, par les bâtiments qu'elle a laissés et qui sont toujours utilisés aujourd'hui. Le complexe administratif de Koulouba date ainsi de 1906 : le président de la République a pris la place du gouverneur. Il en est de même des splendides bâtiments de l'Office du Niger à Ségou.

Le pont-barrage de Markala, achevé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en est un autre exemple. On y trouve les rails du transsaharien relancé par Vichy, dont la gare avait même été construite à Markala.

D'un point de vue militaire, la plupart des camps et bases militaires du pays datent de l'époque coloniale. La gendarmerie malienne a succédé à la gendarmerie française, dans les mêmes locaux et, au départ, avec le même personnel.

Les liens militaires avec la France demeurent très forts. L'héritage historique est fondamental : pour les Maliens, leurs ancêtres ont sauvé la France au cours des deux guerres mondiales, et il est donc naturel que la France vienne aujourd'hui à leur secours. Beaucoup de tirailleurs dits « sénégalais » étaient en effet originaires du Mali actuel, et plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont morts pour la France pendant les deux grands conflits, ainsi que lors des guerres d'Indochine et d'Algérie. L'ancien combattant est donc un personnage clé de la société malienne.

Le professeur Bakari Kamian, qui fait autorité dans son pays en matière d'histoire, a bien exprimé cette perception dans son ouvrage *Des tranchées de Verdun à l'église Saint-Bernard. 80 000 combattants maliens au secours de la France (1914-18 et 1939-45)*, publié chez Karthala en 2001.

Il faut cependant avoir conscience que l'immense majorité de la population malienne d'aujourd'hui est née bien après l'indépendance, puisque la moitié des Maliens a sans doute moins de 25 ans.

L'islam lui-même est, en quelque sorte, un héritage colonial. En dehors des populations nomades du nord du Mali — Arabes, Maures, Touareg et Peuls —, c'est au cours de l'époque coloniale que s'est convertie la majeure partie de la population. Au sud du Mali, l'islam, présent dès le Moyen Âge, était une religion minoritaire professée par une élite intellectuelle et/ou marchande.

C'est autour de 1945 seulement que les musulmans ont dépassé en nombre les tenants des cultes de terroir traditionnels, le christianisme demeurant très minoritaire. On le dit peu, mais la célèbre mosquée en terre de Djenné a été construite par l'administration coloniale en 1906.

Le Mali a aussi hérité de la France sa conception de la laïcité. Cette conception fut ardemment défendue par les pères de l'indépendance, mais on peut se demander si elle est encore d'actualité, tant les associations musulmanes pèsent aujourd'hui sur le pouvoir à Bamako.